Recours au Règlement—M. Waddell

Par conséquent, le leader du gouvernement à la Chambre songera-t-il à nous consulter pour discuter plus amplement de la question afin que nous ayons les éclaircissements requis, et à constituer au besoin un sous-comité chargé de formuler le mandat du comité ou à proposer lui-même le texte du mandat de sorte que nous puissions en discuter à la Chambre des communes?

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, je n'ai certes aucune objection à ce que nous nous réunissions pour discuter du mandat. La motion a pour objet de renvoyer la question des bénéfices des banques au comité approprié. Pour l'instant, nous n'avons pas l'intention de faire inscrire au *Feuilleton* une motion qui exigerait un débat. Je tiens beaucoup plus à un accord avec les partis de l'opposition sur le texte d'une motion appropriée.

Je ne m'y oppose donc aucunement, pourvu que la Chambre accepte aujourd'hui à l'unanimité que la motion reste au *Feuilleton* plutôt que d'être renvoyée. Entre-temps, je m'engagerai à m'entretenir avec mes collègues, les leaders parlementaires, pour essayer d'en venir à un accord quelconque sur le mandat en question.

L'hon. Erik Nielsen (Yukon): Madame le Président, étant donné, si je ne m'abuse, que sous son libellé actuel la motion propose la tenue d'une enquête au sens le plus large du terme sur les politiques en matière de taux d'intérêt et les taux d'intérêt au Canada et qu'elle répond aux exhortations du député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), nous ne voyons aucune raison de ne pas souhaiter la tenue d'une enquête qui aiderait en réalité le gouvernement à sortir le pays du marasme économique dans lequel il l'a plongé. Nous serions tout disposés à adopter une telle motion. Il y a longtemps que l'on aurait dû prendre une telle initiative.

* * *

LE CONSEIL DES PORTS NATIONAUX**LE CONTRAT ACCORDÉ À UNE SOCIÉTÉ JAPONAISE**

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, j'invoque le Règlement. Durant la période des questions, le ministre des Transports (M. Pepin) a laissé entendre au chef de l'opposition (M. Clark) que si les députés lui demandaient des précisions au sujet du marché conclu entre la société Mitsubishi et certaines sociétés canadiennes, il fournirait des documents. Il a insinué que personne n'avait réclamé de détails. Je voudrais signaler que la semaine dernière le député de Skeena (M. Fulton) et moi-même avons écrit au ministre pour lui poser précisément ces questions. Je lui livrerai personnellement cette lettre.

Mme le Président: A l'ordre. Le député engage un débat au lieu d'invoquer le Règlement. Il sait très bien qu'il ne devrait pas invoquer le Règlement pour amorcer une discussion. Malheureusement, la présidence doit attendre quelques instants pour se rendre compte de ce qu'il tente de dire à la Chambre.

Toutefois, je recommande au député qui sait exactement ce à quoi il veut en venir de s'abstenir de toute discussion sur un point découlant de la période des questions sous le prétexte d'invoquer le Règlement.

* * *

LE COMPTE RENDU OFFICIEL

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, j'invoque le Règlement pour me plaindre de ce que quelqu'un se mêle de censurer le hansard. Comme en fait foi le hansard du 18 février 1982 à la page 15140, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a déclaré en partie ce qui suit:

... je sais fort bien de quelle extrémité de la vache nous vient sa déclaration.

Ce à quoi j'ai répondu: «Au moins ce n'est pas moi qui en prends plein la figure», or ma réplique ne figure pas dans le compte rendu, alors que les propos du ministre, eux s'y trouvent. Le ministre a-t-il usé de son influence pour faire effacer ma réplique? Ce que j'aimerais savoir, c'est ce qu'il a bien pu prendre en pleine figure, si ce n'est pas ce que vous savez? Ce n'était sûrement pas de la moutarde.

● (1510)

Mme le Président: Le député a exposé son grief. S'il a tenu des propos qui ne figurent pas dans le hansard, c'est tout simplement que les sténographes ne les ont pas entendus. Il n'y a pas grand chose que moi-même ou qui que ce soit puisse y faire. Maintenant que ses propos y figurent maintenant, sans doute le député est-il satisfait?

M. Taylor: Lorsque nous avons reçu «des bleus», madame le Président, je me suis assuré que mes observations s'y trouvaient avant qu'ils ne soient renvoyés aux éditeurs du hansard. Voilà pourquoi je m'étonne qu'elles n'y figurent pas comme le reste.

Mme le Président: Je vais me renseigner. Si le député déclare qu'il les a fait ajouter lui-même, c'est toute une autre affaire. Ce que je lui ai dit, c'est que les sténographes n'ont pas entendu ce qu'il a dit et qu'ils s'acquittent de leurs fonctions du mieux possible. Quoi qu'il en soit, j'ai pris note de l'objection du député.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ AÉRIENNE**DÉPÔT DU VOLUME III DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE**

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, j'aimerais déposer le volume III du rapport de la Commission d'enquête sur la sécurité aérienne connu sous le nom de Rapport Dubin, en français et en anglais.